



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ portant mise en demeure**  
**au titre des installations classées pour la protection de l'environnement**  
**la Société TOURAINE SABLAGE MÉTALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI**  
**Installation de traitement de surfaces et de dégraissage des métaux, d'application de peintures et**  
**de galvanisation**  
**située au 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme à LA RICHE**

SAIPP/BE

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005, autorisant la société TSMPI à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitement de surface situé en zone industrielle de Saint Cosme à LA RICHE ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés ;

**Vu** les articles 2.1 et 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005 susvisé ;

**Vu** l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel et en lettre recommandée avec accusé de réception en date du 15 mai 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au courriel et courrier susvisés ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 28 février 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets ;
- les réseaux de collecte de l'établissement ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site ;
- le déclencheur d'alarme en point bas de la cuve double peau de 13 m<sup>3</sup> recevant les eaux industrielles de la chaîne de traitement de surfaces et de la chaîne de dégraissage est hors service.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1 et 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005 susvisé et de l'article 2.10 de l'arrêté

ministériel du 30 juin 1997 modifié susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société **TOURAINES SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI** de respecter les dispositions des articles 2.1 et 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005 susvisé et de l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société **TOURAINES SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI** exploitant des installations de traitement de surfaces et de dégraissage des métaux, d'application de peintures et de galvanisation situées au 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme à LA RICHE est mise en demeure de respecter au plus tard **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- article 1.1 : les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005 susvisé en complétant le porter à connaissance relatif à l'exploitation de l'unité de dégraissage et de traitement de surface ;
- article 1.2 : les dispositions de l'article 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17702 du 13 juillet 2005 susvisé en équipant les réseaux de collecte de l'établissement d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site ;
- article 1.3 : les dispositions de l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié susvisé en équipant la cuve de 13 m<sup>3</sup>, dédiée au stockage des eaux industrielles, d'un déclencheur d'alarme en point bas fonctionnel.

**Article 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pour une durée pouvant aller de 2 mois à 5 ans.

### **Article 3 - Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé à monsieur le préfet d'Indre-et-Loire, Service d'animation interministérielle des politiques publiques, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à monsieur le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroî Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE).

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans cedex 1


Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4 - Exécution :**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et monsieur le Maire de La Riche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TOURAINE SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet des services de l'État en Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le 05 JUIN 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale de la préfecture



Nadia SEGHIER